



POUR REFLECHIR ET POUR AGIR :

Pauvreté et travail

Anne-Marie Andrusyszyn ■ Octobre 2015

L'alerte est donnée : le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter dans les pays riches. Travailleurs et classe moyenne, jusqu'à présent protégés des velléités de la vie, sont touchés : une partie d'entre eux tombe dans la précarité.

Si les Nations-Unies soulignent une tendance à la diminution de la pauvreté dans le monde, on constate néanmoins une augmentation du nombre de pauvres dans les pays traditionnellement « riches ».

La situation est connue. Depuis la crise de 2008 et les plans d'austérité mis en place, une fracture sociale se dessine lourdement dans nos sociétés. Les plus touchés sont les familles monoparentales, les jeunes, les allocataires sociaux et les pensionnés. Une partie de ces catégories sociales, jusqu'il y a peu relativement protégées d'une pauvreté ou d'une précarité structurelle, se retrouve aujourd'hui dans des situations de précarité rendant le quotidien difficile.

Loyers et factures impayées, remboursement des impôts, rendez-vous médicaux reportés voire supprimés, non-paiement des frais scolaires... La liste est être encore longue tant la dégradation sociale est importante. Une dégradation qui touche la quasi-totalité des pays européens et donc aussi la Belgique. Et certains Etats-membres payent encore plus cher l'austérité qui leur est imposée : on pense, par exemple, à la Grèce...

La sécurité sociale, dont l'objectif - rappelons-le - est la protection des citoyens, est attaquée par les politiques libérales.

La pauvreté s'amplifie donc et elle atteint désormais le monde du travail. Avoir un emploi ne garantit plus une certaine « facilité » de vie. Les travailleurs pauvres grossissent les rangs des précaires. Ils se sentent de plus en plus fragiles face à ce système économique mis en œuvre par et pour les capitalistes.

Le paupérisme s'incruste aujourd'hui comme un indicateur normal, et accepté, des sociétés du 21^{ème} siècle, comme s'incruste aussi l'opulence des plus riches et le nombre grandissant des millionnaires partout dans le monde (181 milliardaires de plus en 2014 d'après la liste de FORBES).

Tout est question de choix politique

Ce qui aggrave cette nouvelle forme de pauvreté est la désincarnation progressive et immuable des protections sociales et des conventions collectives de travail.

En effet, la protection sociale et le travail ne protègent plus de la pauvreté.

Au contraire, on durcit le ton des politiques sociales qui n'ont plus de social que le nom. Les salaires n'augmentent plus. Ils s'amenuisent inéluctablement tandis que les prix des produits de première nécessité grimpent.

La pauvreté s'insinue alors dans toutes les catégories de travailleurs. Elle est devenue palpable pour un nombre croissant de citoyens. Les salaires ne parviennent plus à faire vivre mais à combler les dettes et les crédits en cours.

On prétend que la conjoncture économique actuelle ne favorise pas l'augmentation des salaires. Les travailleurs doivent faire des sacrifices, les citoyens doivent se serrer la ceinture. Pourtant, dans le même temps, les revenus du capital ne cessent d'augmenter. Pire, certaines grandes entreprises affichent des bénéfices importants mais continuent de licencier à tours de bras ou à délocaliser vers des pays où les salaires sont bradés.

Cette situation, loin d'être une fatalité, est le résultat d'orientations politiques et économiques. Ce sont des choix conscients faits par des femmes et des hommes politiques, devenus les porte-voix de la finance et du capital. Pourtant, une meilleure répartition des richesses entre revenus du travail et revenus du capital permettrait de rééquilibrer la balance en éloignant la pauvreté du monde du travail.

Le rôle de l'Etat reste essentiel dans les combats pour une diminution de la précarité. Sans politique volontariste de la part des gouvernements, aucune solution concrète ne pourra juguler ce désastre. N'attendons pas que le capitalisme et la finance fassent preuve de morale...

Un système de protection sociale fort et combatif permettrait de soustraire une partie la pauvreté du champ sociétal.

| Où est passé le rapport de force ?

Dans le monde du travail, cette précarité organisée rend vulnérables les travailleurs dans leurs revendications. Face au chômage de masse, les places sont chères et la concurrence est rude. Pour garder un emploi, les travailleurs sont amenés à accepter des salaires bas, des conditions de travail précaires, une sécurité au travail aléatoire. La situation des travailleurs d'aujourd'hui se rapproche de plus en plus à celles des travailleurs du 19^{ème} siècle. Cette configuration du monde du travail où les travailleurs sont directement à la merci des employeurs et du système capitaliste, rend les négociations plus difficiles. La résistance est plus dure à organiser. Le collectif est de moins en moins présent.

C'est en obligeant une concertation sociale réelle permettant aux organisations syndicales de négocier l'amélioration des conditions de travail et de salaire que l'Etat pourra lancer un processus

d'éradication de la précarité d'une frange importante de la population. L'économie pourra ainsi inclure un enjeu collectif et humain.

■ Penser comme Karl Marx ?

Faut-il, comme Karl Marx, penser que dans un régime capitaliste, les travailleurs sont condamnés à être pauvres et que leur seule issue est de développer une lutte sans faille pour améliorer leur salaire et leurs conditions de travail et de vie ?

La précarisation mais aussi l'exclusion économique et sociale que nous connaissons aujourd'hui prennent leurs racines dans le système capitaliste. Toujours à la recherche du profit et du rendement maximal, le capitalisme met tout en œuvre pour diminuer les « coûts » et cela passe par la réduction des salaires et l'exploitation des travailleurs. Ce mode de pensée est aujourd'hui largement partagé voire soutenu par une partie du monde politique. En acceptant le capitalisme comme credo, les gouvernants prennent des décisions qui ont pour résultat l'augmentation de la pauvreté et l'exploitation toujours plus importante des travailleurs et des citoyens.

Puisque le capitalisme est par essence l'exploitation des travailleurs (et des richesses de la terre), nous pouvons nous poser la question suivante : quelles stratégies les travailleurs ont-ils pour renverser cette équation ?

La réponse qui peut être apportée est complexe car elle mobilise des approches différentes :

Première approche : le combat des travailleurs par le biais de leurs représentants, à savoir les organisations syndicales. Encore faut-il que celles-ci soient conscientes du rôle majeur et historique qu'elles doivent accomplir avec et pour les travailleurs sur le registre du travail. Le combat doit être réel, les revendications ambitieuses, le ton intransigeant et ne pas laisser la possibilité de se contenter de « miettes » sociales.

Deuxième approche : l'alliance entre les forces politiques progressistes. Encore faut-il qu'elles visent la défense des travailleurs au-delà des périmètres institutionnels et du champ définis par les capitalistes.

Troisième approche : s'organiser en actions collectives (syndicats ou associations) et mener des combats solidaires et ponctuels. Travailleurs et citoyens prônent alors des stratégies de résistance sous la forme de mobilisations semblables à celles des printemps arabes ou des plates-formes plurielles, comme les Indignés ou, chez nous, « Tout Autre Chose » ou « Acteurs des Temps Présents.

Ces trois approches différentes, menées dans des modèles d'organisation différents auront des effets variables selon les pays et les modèles d'organisation. En outre, les choix sont difficiles à faire. L'enjeu démocratique préconise les formes habituelles et traditionnelles de résistance, c'est-à-dire les actions des organisations syndicales ainsi que leur « partenariat » ou lobbying avec le politique. Cependant, aujourd'hui, ces actions semblent montrer leurs limites et, face aux (très) rares victoires sociales obtenues, les travailleurs sont dans une forme de relatif désenchantement. Mener une réflexion sur d'autres modes d'action, d'autres alliances pourraient permettre d'engranger des victoires et de rétablir le rapport de force.

Face à la lutte des classes : la révolte

Comme nous l'avons vu précédemment, le rapport entre riches et pauvres est un rapport de force et d'opposition. On est en plein dans la lutte des classes

La pauvreté ne se mesure pas seulement à l'argent disponible mais elle identifie un statut social et culturel qui permet l'exploitation et le positionnement dominant des riches sur les « faibles ».

Nos sociétés vivent aujourd'hui dans un contexte politique économique où l'accentuation des rapports sociaux exacerbe les différenciations et les divergences entre classes sociales. Ceci met de plus en plus en évidence les rapports conflictuels entre elles.

Le pauvre, c'est le vulnérable celui qui peut être dénigré, contrôlé à l'excès, mal formé, qui est par essence fraudeur, qui ne sait pas gérer son budget, qui devient, du fait de ses incompétences, une charge pour la collectivité. Il est aussi celui qui doit être, activé et réactivé, coaché, formé, discipliné pour qu'il comprenne, « enfin », que la pauvreté se gère individuellement et que c'est à lui seul de trouver les moyens pour s'adapter de la meilleure façon qui soit à son contexte de misérabilité dont il est entièrement responsable.

Au-delà de cette volonté de responsabiliser le pauvre qui ne peut s'en prendre qu'à lui-même, on ne peut que constater une hiérarchisation de plus en plus importante de la société. Le fossé entre riches et pauvres s'accroît... Les pauvres deviennent de plus en plus pauvres et ils sont de plus en plus nombreux.

Et la situation ne va pas s'améliorer... Les crises financières vont continuer à se succéder, c'est l'essence-même du fonctionnement capitaliste. Les tensions géopolitiques, au nom du profit, ne cessent de s'accroître. A côté de cela, le monde du travail connaît des modifications profondes et très rapides notamment avec le développement de la robotique.

Sans réfléchir à tous ces éléments, ce changement d'ère, voire de civilisation, ne fera qu'augmenter la pauvreté dans le monde.

Le nombre de travailleurs sans emploi et le nombre de travailleurs pauvres risquent de constituer une réserve de précaires bien avantageuse pour l'économie capitaliste et financière. La pauvreté pourrait s'installer, comme dans les sociétés féodales, tel un habitus social, un référent sociologique normalisé, faisant partie inhérente des composantes de notre société.

La faiblesse mondiale d'une relance économique ainsi que l'exploitation planétaire des travailleurs feront de l'insécurité sociale un mal endémique.

Les écarts socioculturels entre catégories de citoyens vont s'affirmer, et comme toute société portée par des contrastes culturels, sociaux et économiques importants, ceux-ci seront également affirmés sur le champ politique.

Le développement du travail informel, hors champs syndical et du salariat classique, provoquera des situations sociales conflictuelles majeures. La compétition, la méritocratie seront malheureusement des éléments de survie pour les classes laborieuses. Des sociétés d'exclus risquent de se constituer pour chercher à construire une sécurité dans l'insécurité, engendrant peut-être des mini-sociétés mafieuses...

A moins que ce ne soit l'opposé et que des sociétés solidaires et hautement démocratiques surgissent.

Il se pourrait que les travailleurs et les citoyens pauvres se rebellent. Même si aujourd'hui, on sait combien l'arsenal de répression est fort et combien les oreilles sont sourdes quand il s'agit de défendre les intérêts financiers et économiques des puissants. L'exemple des indignés, des résistances des citoyens en Grèce, en Espagne et même chez nous (rappelons-nous les dernières manifestations qui ont réunis plus de 100.000 personnes) ne font pas fléchir le monde politique ou le patronat. Et encore moins le capital...

Pourtant, l'histoire nous apprend que c'est dans une réelle et lucide prise de conscience de la lutte des classes que surgit les vrais fondamentaux des sociétés plus justes et plus solidaires.

Que ce soient les ouvriers, les paysans, les employés, les citoyens... Quand leur seuil de tolérance à la soumission prendra fin, il se peut qu'une société nouvelle voit le jour....

Et s'il est vrai que les plus belles rebellions se font dans le désespoir alors nous aurons peut-être la chance de voir se dessiner, sous peu, un feu d'artifice des plus belles révoltes à venir.